

RÉUNION DU GOUVERNEMENT Grands dossiers pour mardi et mercredi

Ahmed Ouyahia a convoqué le gouvernement pour une réunion sur deux jours, les mardi et mercredi prochains, a-t-on appris de source gouvernementale.

«Il faut tout finaliser pour permettre au président de convoquer le Conseil des ministres, la semaine prochaine», explique notre source.

A l'ordre du jour de ces rendez-vous d'urgence, deux points majeurs. Pour la réunion de mardi, le gouvernement se penchera sur un texte préparé par le ministre de la Communication, Nacer Mehal, et qui concernera le secteur de l'audiovisuel.

«Il s'agit des avant-projets des statuts des personnels de la télévision et de la radio», précise notre source. Ce n'est donc pas, comme d'aucuns l'attendaient, le fameux avant-projet de loi sur la télévision et qui devait permettre l'ouverture du média le plus convoité «pour l'opposition». Il est à rappeler qu'à la suite d'un Conseil des ministres tenu le février dernier, Bouteflika avait ordonné au gouvernement de préparer en urgence un projet de loi qui accélérerait cette ouverture.

Le gouvernement consacrera d'ailleurs presque une journée de travaux autour de la question et un avant-projet de loi avait été esquissé et qui devait être finalisé avant l'ouverture de la session de printemps du Parlement. Or, plus rien, depuis ! Ce qui confirme le recul de Bouteflika au sujet de ce dossier de la télévision et que nous évoquions dans une précédente édition.

Ceci étant, l'autre dossier sur lequel se penchera le gouvernement, et qui constitue d'ailleurs sa priorité absolue depuis quelques semaines, sera celui de l'emploi. «La journée du mercredi sera entièrement consacrée à la nouvelle politique de l'emploi. Il y aura ainsi la présentation d'un exposé exhaustif par le ministre du Travail, Tayeb Louh.» Cet exposé portera aussi bien sur l'état des lieux, les entraves éventuelles ainsi que sur les mesures d'urgence prévues pour doper la cadence à l'embauche.

Lors du dernier Conseil des ministres, des mesures d'exception, fort nombreuses et touchant quasiment l'ensemble des secteurs, avaient été prises, rappelle-t-on. Cette masse de mesures, de facilitations, d'encouragement à la création de l'emploi et l'absorption du chômage tous azimuts n'aura aucune chance d'aboutir sans de substantielles modifications sur la législation et de fortes entorses aux procédures classiques.

C'était, là, l'objet d'une réunion d'un conseil interministériel marathon présidé par Ahmed Ouyahia, jeudi dernier avec plusieurs ministres et de nombreux cadres de l'Etat et qui avait permis de finaliser l'ensemble des textes d'application nécessaires à la mise en œuvre, immédiate, de «la nouvelle politique d'emploi».

Bouteflika, faut il le rappeler, avait fixé la fin du mois en cours comme échéance à une première évaluation du travail du gouvernement, sur ce point précis de l'emploi avec «obligation de résultats».

Avec cette réunion de deux jours du gouvernement —encore une autre — il se confirme de plus en plus que Bouteflika a définitivement opté pour la solution «sociale» que politique dans sa quête inlassable de s'éviter une contestation ouverte à la Ben Ali ou à la Moubarak.

Pour le locataire du palais d'El-Mouradia, il est hors de question de donner un quelconque contenu politique à ce qu'il avait lui-même appelé d'ailleurs «les derniers événements». Sa lecture des événements d'Octobre 1988 n'a jamais plaidé autre chose.

«Les Algériens ne se sont jamais soulevés en Octobre 1988 pour réclamer la démocratie ou la liberté d'expression», a-t-il toujours clamé, lui qui n'était pourtant pas au pouvoir à l'époque.

Kamel Amarni

SON P-DG SE RENDRA AUJOURD'HUI AU SUD DU PAYS

Sonatrach en alerte maximale

Le président-directeur général de la Sonatrach devrait se rendre aujourd'hui à Hassi Messaoud afin de rencontrer les travailleurs de la zone pétrolière. Le voyage de Nouredine Cherouati coïncide avec la reprise de la protestation à Hassi R'mel, Rhourde Ennous et Hamra.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Nouredine Cherouati reprend aujourd'hui son bâton de pèlerin. Le patron de la Sonatrach se rendra aujourd'hui à Hassi Messaoud pour rencontrer les travailleurs des unités de production.

C'est le second voyage de Cherouati après le périple qui l'a mené, la semaine dernière, de Hassi R'mel à Rhourde Ennous.

«Le P-dg prévoit de rencontrer les travailleurs afin de débattre avec eux de leurs conditions socioprofessionnelles. Les travailleurs ne sont pas dupes, ils savent que le seul est unique objectif de ce déplacement est de calmer les esprits», indique un cadre de la compagnie pétrolière en poste à Hassi-Messaoud.

Selon lui, les travailleurs de plusieurs unités ont été conviés à participer à cette rencontre. «Nous savons déjà que le collectif de Tin Foué Tanbenkort a décliné l'invitation. Ils ont précisé qu'ils s'alignaient sur la position des travailleurs de Hassi Rmel», note notre source. De leur côté, les travailleurs de Hassi R'mel



Photo : Samir Sid

reprindront dès aujourd'hui leur mouvement de protestation.

«La décision de reconduire la protestation a été prise jeudi dernier lors d'un rassemblement. Les travailleurs sont convaincus que la direction générale de la Sonatrach n'a fait preuve d'aucune bonne volonté pour prendre en considération notre plate-forme de revendications. La note du P-dg n'est, finalement, que de la poudre aux yeux. Les décisions prises par Cherouati sont très floues et il nous a été impossible d'obtenir des éclaircissements auprès de la direction générale et des représentants de la section syndicale. Nous n'avons reçu aucune réponse», explique un des membres du collectif des délégués. Donc, dès aujourd'hui, les travailleurs

de Hassi R'mel, Rhourde Ennous, et Hamra boycotteront le déjeuner et se rendront à leurs postes à pied.

Ces derniers temps, il existe une réelle coordination entre les collectifs des trois unités de production. «Toutes les actions sont conduites en concertation avec les autres bases. Mais il est vrai que nous faisons en sorte de suivre les décisions prises par Hassi R'mel car ce sont eux qui ont initié le mouvement», note pour sa part un travailleur de Hamra. Au niveau de cette unité de production, les pétroliers ont le sentiment d'avoir été floués au lendemain de leur rencontre avec le P-dg de Sonatrach.

«Nouredine Cherouati nous avait déclaré qu'il était prêt à accepter toutes nos revendications et que seuls

quelques points de notre plate-forme devaient obtenir l'aval du conseil d'administration. Mais il suffit de lire sa note pour comprendre qu'il n'y a aucune volonté de prendre en considération nos revendications. Nous n'avons rien obtenu de concret», souligne-t-il.

En plus de l'indexation de l'indemnité de zone et des conditions de vie (IZCV) sur le SNMG actuel, les revendications des travailleurs des unités de production de la Sonatrach exigent, entres autres, l'alignement du salaire de base de l'ensemble des agents (il varie actuellement de 8 à 30%) ainsi que l'instauration du système de travail 4x4 pour l'ensemble des personnels en poste au Sud.

T. H.

APRÈS LES DEUX SIT-IN ORGANISÉS

Les médecins résidents en grève les 15 et 16 mars

Les médecins résidents passent la vitesse supérieure. Mardi et mercredi prochains, ils n'assureront que les urgences. Une grève de deux jours qui fait suite aux deux sit-in organisés par les résidents pour dénoncer le service civil et l'organisation actuelle de leur carrière.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La décision a été prise vendredi à l'issue d'une réunion du comité national regroupant les représentants des résidents venus de nombreuses wilayas. L'option de la grève s'est imposée aux résidents et a été votée à l'unanimité.

Le préavis de grève sera déposé auprès des ministères de tutelle et des différents services des structures de santé. Les médecins résidents n'assu-

reront durant les deux journées de grève que les cas jugés urgents.

D' Mohamed Sahnoun, un des délégués du collectif, expliquait hier que les résidents n'avaient plus d'autre choix et qu'ils restaient déterminés à faire aboutir leurs revendications.

Après les deux rassemblements tenus au niveau du CHU Mustapha-Pacha et qui avaient drainé plus d'un millier de résidents, aucun contact n'a été établi avec les contestataires en vue d'ouvrir le dialogue autour des revendications des médecins résidents. En tête de liste de leurs revendications, la suppression du service civil qui, assurent-ils, a prouvé son inefficacité.

Les résidents considèrent le service civil comme une injustice, puisqu'ils sont les seuls à être assujettis à cette obligation en tant que spécialistes. Les

médecins résidents revendiquent que l'ouverture de postes budgétaires doit s'accompagner impérativement de mesures incitatives qui encourageront les médecins à s'installer dans les zones les plus reculées du pays.

Autres griefs retenus, le fait que les résidents ne bénéficient d'aucune prime ni indemnité et ne perçoivent que 620 DA pour des gardes de 24 heures. Ils exigent également de bénéficier des nouvelles mesures sur le service national.

Des revendications qu'ils avaient brandies en organisant deux imposants rassemblements à l'intérieur du CHU Mustapha et pendant lesquels ils avaient eu le soutien des médecins généralistes, des internes et même des professeurs.

N. I.